



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 86 - 16 juin 1980 PRIX : 1 F.



M
A
L
L
I

un régime corrompu
au bord de la faillite

VOIR LE SOMMAIRE
— AU VERSO —

sommaire

éditorial

Page 2/3 :

- . MALI : éditorial
- . MALI : un menteur qui accuse un autre de menteur

Page 4 en bref :

- . SENEGAL : la CSS recule ...
- . AVOCATS OU GRIOTS ?

Page 5 :

- . CÔTE D'IVOIRE : Houphouët subit la dure loi de ses maîtres

Page 6 en bref :

- . Houphouët Boigny par-ci
- . Corruption sur la route Bamako-Abidjan

Page 7 :

- . AFRIQUE DU SUD : la révolte gronde tous les jours

Page 8/9 :

- . JAAY DOOLE BI : une variante de l'idéologie bourgeoise.

abonnements

FRANCE : 1 an

- . ordinaire : 12 f
- . sous pli fermé : 36 f

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier
BP 145

75 023 Paris cédex
en spécifiant : "pour le PAT"

M A L I /

UN REGIME CORROMPU, AU BORD
DE LA FAILLITE

Le Mali connaît une situation de famine. Le moud de mil, (environ 2kg) vaut actuellement 500 F maliens. Et on ne le trouve que chez certains commerçants. Quant au riz, il est devenu très cher. Le kilo vaut 255 FM dans les grandes villes et 300 FM au village ; en 1975 il valait 150 FM. Le prix du kilo de sucre est passé de 250 à 500 FM en cinq ans. Dans le même temps le prix du kilo de viande est passé de 600 FM à 900 F. C'est la même situation pour les autres produits alimentaires.

De ce fait, la majorité de la population souffre de la misère. La sécheresse menace durement les paysans pauvres. A tel point qu'un certain nombre de villages d'éleveurs (à la frontière Mali-Mauritanie), ont été désertés parce qu'il n'y a ni eau ni herbe. Il est courant de voir des bêtes en train de mourir de soif et de faim. Les travailleurs des villes sont eux aussi victimes de cette situation : hausse des prix, bas salaires et chômage dû aux fermetures d'entreprises.

Le gouvernement de Moussa Traoré est incapable de fournir de l'eau et de l'électricité d'une manière régulière à la population. A Bamako par exemple, certains quartiers populaires comme la Fiabougou manquent d'eau et d'électricité qui restent coupées des fois pendant plusieurs mois. Cette situation est générale au Mali. A Kayes et surtout à Kayendy, l'eau et l'électricité sont coupées depuis deux mois.

Telle est la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le Mali. Face à cela, les militaires au pouvoir ne font que détourner les fonds publics pour leurs propres intérêts. Et cela finira par soulever le mécontentement et la révolte.

Devant la dégradation de la situation, il en est parmi les travailleurs, qui mettent leurs espoirs dans la chute de Moussa Traoré et de ses acolytes, fut-elle le résultat d'un nouveau coup d'Etat militaire, voire pour certains d'entre eux, dans le retour au pouvoir des partisans de Modibo Kéita.

Mais la situation intolérable du Mali n'est pas liée à la personnalité d'un dictateur, fut-il une parfaite crapule. Les travailleurs n'ont pas à espérer en un nouveau sauveur, galonné ou pas.

Les travailleurs, pour se défendre, ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs propres luttes.

0 0 0 0 0

MALI

un menteur qui accuse un autre de menteur

L'hebdomadaire gouvernemental du Mali, "l'Essor", dans une "mise au point" à l'hebdomadaire "Jeune Afrique", accuse ce dernier d'"accumulation de contre vérités et de fautes de jugement". Il s'agit des dernières "enquêtes" parues dans "JA" concernant la situation économique catastrophique du Mali et les récents événements qui ont secoué le régime.

On serait tenté de dire que si ces deux journaux ne sont pas d'accord sur ce qui est vrai ou pas vrai, cela ne concerne qu'eux-mêmes. L'un, "l'Essor", écrit pour faire la propagande du régime dictatorial de Moussa Traoré, l'autre, "JA", écrit pour avoir le plus de vente, quitte à faire lui aussi, de la publicité pour tel ou tel Etat dans ses "dossiers" centraux, pourvu que l'Etat en question sache bien payer.

Quoi de plus naturel alors, si "l'Essor" défend ses maîtres quand ceux-ci sont plus ou moins critiqués par la presse.

Pour "l'Essor", dire qu'au Mali, des rumeurs courent sur la préparation de coups d'Etat contre Moussa, c'est "un acte délibéré de subversion". Dire qu'il y a des détournements de stocks de riz, que les fonctionnaires sont corrompus et que le régime malien a des difficultés pour résoudre les problèmes élémentaires comme la nourriture est "une contre vérité". Il n'en faut pas beaucoup à nos régimes pour accuser quelqu'un de subversif. Même les propos les plus modérés comme ceux de "JA" irritent nos dictateurs. Il suffit d'un rien pour que la censure s'abatte sur la presse non gouvernementale.

Sans doute, même en ce qui concerne l'exactitude des faits rapportés, "JA" ne nécessite qu'une confiance limitée. C'est ainsi par exemple que "JA" a fait état dans un de ses récents articles, du rationnement du riz à Bamako et dans d'autres villes du pays. (Il était question de rations de 2,5- 3 kg par individu et par mois). Cette information - que nous avons commentée dans notre dernier numéro - s'est révélée être inexacte.

Bien évidemment, "l'Essor" a l'indignation facile contre "les fausses informations qui noircissent la situation au Mali". Mais malheureusement - pas pour "l'Essor" mais pour la population - la situation n'a pas besoin d'être noircie. S'il n'y a pas le rationnement par tickets, il y a le rationnement par l'argent. Et ce n'est certes pas mieux.

Le stock de riz n'est pas en rupture, car chez les commerçants la vente n'a pas cessé. Seulement pour augmenter artificiellement le prix du riz et des denrées de base, les commerçants et les fonctionnaires responsables des sociétés de distribution écoulent les marchandises au compte gouttes, pour créer ainsi une fausse pénurie.

"l'Essor" ne parle pas de tout cela, car dire le vérité n'est pas dans l'intérêt du gouvernement. Pour lui, tous ceux qui n'applaudissent pas Moussa Traoré sont des subversifs et ceux qui disent que la situation au Mali n'est pas rose sont des menteurs.

EF - EN BREF - EN BREF

SENEGAL :

LA COMPAGNIE SUCRIERE SENEGALAISE RECULE
DEVANT LA DETERMINATION DES OUVRIERS.

A la fin du mois de mai, les ouvriers de la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS) de Richard Toll, se sont mis en grève pour réclamer le départ de deux cadres d'origine française.

Ces deux hommes, le chef du personnel et son acolyte ont montré plus d'une fois le mépris qu'ils ont vis-à-vis des travailleurs sénégalais, par des actes qui relèvent du racisme.

Devant la détermination de plus de 4 000 ouvriers, la direction de la CSS a reculé. Les ouvriers ont repris le travail après un protocole d'accord par lequel le patron admet le départ des deux cadres.

Encore une fois, le seul langage que les patrons comprennent, c'est celui de la lutte. Et parlà, les ouvriers de la CSS ont donné l'exemple.

= ** = ** = ** =

AVOCATS OU GRIOTS ?

Un congrès des avocats africains s'est tenu à Dakar, pour créer une "Union Interafricaine des Avocats". Les objectifs de cette future association seraient, selon ses représentants, de défendre les droits de l'homme en Afrique, de dénoncer les régimes qui emprisonnent sans procès, etc...

En voilà de belles intentions ! Ils ne manqueraient pas de travail, ces gens là, et dans tous les pays d'Afrique, s'ils voulaient traduire ces intentions en actes !

Mais il n'en est rien. Au contraire, c'est Abdou Diouf, le premier ministre de Senghor, qui a présidé leur premier congrès, et leur a fait une leçon de démocratie. C'est dire à quel point ces avocats mettent en cause les régimes en place.

Alors, si l'association ne servira pas à dénoncer les injustices, elle servira tout au moins à agrandir la famille des larbins de nos régimes.

* * * * *

COTE D'IVOIRE, Houphouët subit la dure loi de ses maîtres_____

La Côte d'Ivoire, dont l'économie a jusque là été présentée comme une sorte de modèle, subit à son tour, les contre coups de la crise économique qui secoue le monde capitaliste.

Témoins, l'abandon d'un certain nombre de grands projets entrepris dans l'euphorie des années qui ont précédé la crise. Il en est ainsi de travaux de prestige, tels que la construction d'un nouvel aéroport international à Abidjan, évalué à 150 milliards de francs CFA. Mais des projets à caractère économique, tel que la construction de onze complexes pour la fabrication du sucre dans le Nord du pays, ont eux aussi été abandonnés en cours de route.

En 1974, les prix mondiaux du sucre montent. Houphouët Boigny se lance donc dans le projet sucrier, dont le coût était évalué, à l'époque, à 300 milliards de francs CFA. Pour les dirigeants ivoiriens, il ne s'agissait pas d'investir des milliards, pour la satisfaction de certains des besoins les plus immédiats de la population. Bien au contraire, leur souci était d'essayer de récupérer quelques devises de plus, d'enrichir l'Etat ivoirien, en approvisionnant le marché mondial du sucre.

Or le marché mondial du sucre est dominé par les pays capitalistes industrialisés. Et un pays comme la Côte d'Ivoire, aussi riche en matières premières soit-il, n'y a aucun poids.

Alors, avec la chute des cours du sucre qui s'est amorcée cette année, les prix ont tellement baissé que le sucre ivoirien est devenu invendable sur le marché international, car trop cher. Pour les autorités ivoiriennes, le coup est d'autant plus dur que six complexes seulement ont pu être construits jusqu'ici, et déjà la somme à payer dépasse 300 milliards de francs CFA, somme envisagée pour les onze complexes prévus.

Oh, bien sûr, il y a certainement dans cette affaire, des capitalistes qui n'ont pas à se plaindre : ceux en particulier qui ont participé à la construction. Ils auront eu largement le temps de se remplir les poches dans cette entreprise. Mais que le régime ait décidé de renoncer à poursuivre le projet, et fasse machine arrière, cela est significatif de son rôle exact sur le marché mondial : un petit pion, sur un marché dominé par l'impérialisme. Un pion qui n'a aucune prise sur le cours des produits, aussi bien le sucre que le cacao, dont il est le premier producteur mondial.

En effet cette année, le cacao a connu son cours le plus bas depuis 4 ans. Les pays producteurs, la Côte d'Ivoire en tête, ont formé une sorte de front pour imposer leur prix. Mais c'était sans compter avec l'impérialisme. Au lieu du prix de vente proposé par les producteurs, qui est d'environ 440 F CFA le kg, les pays acheteurs, (les pays impérialistes pour l'essentiel) proposent 405 F CFA le kg. En définitive, le prix officiel reste celui proposé par les pays capitalistes.

A l'heure où nous écrivons, la Côte d'Ivoire refuse de vendre son produit, en attendant un cours meilleur. Mais d'autres pays, tels le Ghana, ont dû se résoudre à vendre leur cacao au prix imposé, faute d'autres moyens. Houphouët a donc beau être un dirigeant parmi les plus modérés et parmi les plus fermes piliers de l'impérialisme en Afrique, il subit sa loi. Force est de constater que les relations qu'il entretient

avec l'impérialisme, paient certes et permettent à la bourgeoisie locale d'avoir quelques miettes de plus, mais cela a des limites. Ces relations, aussi "privilégiées" soient-elles, ne rapportent que dans le cadre défini par les maîtres du monde.

L'économie ivoirienne, basées sur quelques cultures d'exportation, a été créée pour la satisfaction des besoins de l'impérialisme. C'est lui qui fixe le prix de ces produits. Mais c'est lui aussi qui fixe le prix des produits finis qu'il vend à la Côte d'Ivoire.

Ce petit épisode significatif, traduit bien une des réalités du pillage impérialiste dans les pays du Tiers-Monde.

* * * * *

HOUPHOUET-BOIGNY PAR-CI, HOUPHOUET-BOIGNY PAR-LA

La "Fondation Houphouët Boigny" à Abidjan a l'intention de créer un "Grand prix Houphouët Boigny de la Paix". C'est une des dernières trouvailles démagogiques du régime ivoirien.

Houphouët colle son nom partout en Côte d'Ivoire. Il existe déjà un stade, des hôpitaux, des écoles, des ponts etc... portant son nom.

Si ce monsieur veut des idées pour allonger la liste, on peut lui suggérer par exemple de se sacrer Empereur de la Côte d'Ivoire comme Bokassa, son hôte, ou, pourquoi pas devenir Saint Houphouët Boigny. Surtout qu'il vient de recevoir la bénédiction du pape.

* * * * *

CORRUPTION SUR LA ROUTE BAMAKO-ABIDJAN

Aller de Bamako à Abidjan ou d'Abidjan à Bamako est devenu de plus en plus difficile.

Les passagers sont considérés comme de la marchandise. Presque tous les 20 Km il y a un poste de police, de gendarmerie ou de douaniers. Dans chaque poste il faut présenter tous les papiers : carte d'identité, de vaccination et laisser passer.

Quand il vous manque un papier, à chaque fois il faut payer 1 000 à 2 000 CFA.

Les flics corrompus qui vous contrôlent délivrent rarement de reçus. Cet argent qu'ils vous font payer, ils le mettent dans leurs poches.

C'est révoltant mais cela n'étonne plus personne, parce que ces régimes sont tous corrompus de haut en bas.

* * * * *

Ces deux derniers articles sont extraits du TABALLE, bulletin bi-mensuel de l'UATCI.

AFRIQUE DU SUD

LA REVOLTE GRONDE TOUJOURS

Pour la première fois, début juin, une série d'attentats perpétrés contre les usines de production de pétrole (à partir du charbon) et une raffinerie de pétrole, situées à quelques kilomètres de Johannesburg, ont eu lieu.

Ces attentats qui ont pris au dépourvu tous les bénéficiaires du régime ségrégationniste, par l'ampleur des dégâts matériels, et surtout par le niveau d'organisation (les explosions ont eu lieu au même moment dans différents points du pays), furent revendiqués par un groupe anti-Apartheid du Congrès National Africain (ANC).

Ils touchent le point stratégique de l'économie de l'Afrique du Sud, car le pétrole est la principale ressource qui manque à ce pays. C'est aussi un défi lancé à la haute surveillance, réputée infaillible, de l'armée et la police sud africaines.

Ces attentats surviennent au moment même où partout, dans le pays, se développent des mouvements hostiles au gouvernement ségrégationniste.

En effet depuis près de deux mois, le mouvement de grève des lycéens métis, suivis par leurs camarades noirs et indiens, contre la ségrégation et la discrimination raciales dans les écoles, continuent de paralyser l'enseignement.

A Soweto même, des tracts ont circulé pour demander aux commerçants de fermer boutique pour le 16 juin, date commémorative de la manifestation de Soweto où des centaines de jeunes avaient trouvé la mort. Ils protestaient contre la politique de l'apartheid.

Au Cap, la grève des travailleurs de l'industrie de la viande, suivie d'un boycott, a paralysé la distribution de cette denrée. Ils exigeaient un comité d'entreprise élu sans discrimination raciale. Sans compter le boycott des bus contre les récentes augmentations de tarifs, etc...

Le pouvoir blanc, inquiet, a mis en place un dispositif policier énorme : des barrages de police et de l'armée sont mis en place près des principaux ghettos et sur les grandes routes. Chaque jour, nombre de lycéens noirs, métis et indiens sont arrêtés ainsi que des dizaines de dirigeants politiques.

Tous ceux qui manifestent leur sympathie pour les lycéens ou dénoncent la politique de l'apartheid sont également arrêtés et jetés en prison. C'est le cas de certains religieux, libéraux et professeurs blancs.

Cela fait des décennies que le régime ségrégationniste essaie d'annihiler toute résistance et de faire taire toutes les voix qui protestent. Il n'y arrive pas et il n'y arrivera pas. Car c'est un régime odieux, intolérable. Il arrive un moment où, plus l'opresseur réprime, plus il sème la haine au lieu de semer la terreur. Depuis Soweto, il y a une nouvelle génération d'hommes, de jeunes, manifestement prêts à se battre, qu'aucune répression ne sera capable de briser.

=====

"JAAY DOOLE BI" une variante de l'idéologie bourgeoise

Une nouvelle publication d'extrême gauche a vu le jour au Sénégal au mois de février. Il s'agit du mensuel "Jaay Doole Bi" (Le Prolétaire).

Des publications qui combattent le régime de Senghor en s'affirmant communistes et en mettant en exergue Lénine, ne naissent pas bien souvent en Afrique. Et la parution de "Jaay Doole Bi" passe d'autant moins inaperçue que, à peine cette parution commencée, le directeur de publication est poursuivi par la justice de Senghor pour "diffusion de fausses nouvelles". Manifestement, soit dit en passant, dans la "démocratie" senghorienne, est fausse toute nouvelle qui n'a pas la bénédiction des autorités.

De par son contenu, "Jaay Doole Bi" se singularise par rapport à bien d'autres publications, mêmes critiques à l'égard du régime de Senghor, par la place qu'il accorde à la vie quotidienne des travailleurs, à leurs luttes. Par son titre de "Le Prolétaire" et par son contenu, "Jaay Doole Bi" entend donc s'adresser aux prolétaires du Sénégal. Mais pour leur dire quoi ?

Dans l'éditorial en quelque sorte programmatique du premier numéro, et sous le titre "notre camp", la phrase suivante semble résumer l'essentiel : "occuper à la formation et à l'union de toutes les forces patriotiques qui sont du même camp : celui de l'opposition à l'impérialisme, français en particulier, au féodalisme et à l'hégémonisme".

Le n° 4 du journal apporte plus de précision encore en affirmant que : "le parti) doit supplanter le régime néo-colonial par un régime de démocratie nouvelle représentant la petite bourgeoisie urbaine, la bourgeoisie nationale, la paysannerie surtout pauvre, le prolétariat, et dirigé par ce dernier". Par ailleurs, "Jaay Doole Bi" se place résolument du point de vue de la "nation sénégalaise".

Ainsi donc, si "Jaay Doole Bi" a choisi de s'adresser tout spécialement aux travailleurs, c'est pour leur dire une idée dont il n'a vraiment pas l'exclusivité : recommander aux travailleurs de se fondre dans une union avec "toutes les forces patriotiques", de façon à bâtir un régime sensé représenter à la fois les ouvriers... et leurs exploiters, pour peu que ces derniers soient patriotes.

Oh bien sûr, "Jaay Doole Bi" ajoute que cette union doit être "dirigée" par les travailleurs. La plaisanterie ! Comment donc les travailleurs pourraient-ils diriger, s'ils ne sont pas conscients de leurs intérêts, s'ils ne sont pas organisés à part pour les défendre et les faire prévaloir ? "Jaay Doole Bi" parle du "prolétariat qui dirige" ; très exactement comme n'importe quel dirigeant d'Afrique ou d'ailleurs, et y compris les pires dictateurs, quand ils évoquent le peuple pour prétendre que c'est en son nom qu'ils dirigent.

"Jaay Doole Bi" se prétend anti-impérialiste. Mais sous prétexte que l'impérialisme, en particulier français, qui exploite les travailleurs sénégalais ne laisse guère de place au soleil à la bourgeoisie nationale, "Jaay Doole Bi" dit aux ouvriers sénégalais qu'ils ont le même combat à mener que leur bourgeoisie. C'est une façon de subordonner politiquement les travailleurs à la bourgeoisie,

c'est une façon de les tirer en arrière au lieu de les faire avancer.

L'intérêt de la bourgeoisie nationale, c'est de récupérer une part plus grande du produit de l'exploitation des ouvriers et des paysans pauvres du Sénégal. L'intérêt des ouvriers et des paysans pauvres, c'est mettre fin à l'exploitation. Une organisation qui prétendrait incarner à la fois les deux intérêts, tromperait l'un des deux, et quel travailleur serait assez naïf pour croire que les trompés ne seraient pas les travailleurs ?

Un régime qui prétend représenter les deux, est une dictature anti-ouvrière. Et qu'on donne à ce régime le nom pompeux de "démocratie nouvelle" n'y change rien. Le prolétariat d'Afrique subit, du Mozambique à l'Angola, de l'Algérie à la Tanzanie, le joug de suffisamment de ces régimes qui se proclament "socialistes", "progressistes", "nouveaux", mais où le prolétariat est aussi exploité, aussi écrasé, aussi violemment privé de tout droit de s'organiser et de s'exprimer, que dans les régimes les plus ouvertement dévoués à l'impérialisme, à la Senghor ou à la Houphouët Boigny.

"Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous" proclame "Jaay Doole Bi" dans son entête, défigurant la phrase du manifeste communiste qui, lui, affirmait : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous".

Oh oui, le Sénégal est une nation opprimée par l'impérialisme, Mais dans cette nation, il y a des classes sociales, qui ne sont pas du tout opprimées de la même manière. Et l'oppression nationale ne crée pas une communauté d'intérêt entre les ouvriers, les bourgeois, et pourquoi pas, les marabouts, la bureaucratie sénégalienne, au point que les ouvriers oublient qu'ils constituent une classe à part.

"Jaay Doole Bi" a beau se réclamer du prolétariat, et pratiquer un langage radical, voire violent, à partir du moment où il proclame la communauté d'intérêt des ouvriers et des bourgeois, il défend en fait les intérêts de ces derniers. Comme il défend encore des idées bourgeoises, réactionnaires, en se plaçant sur le terrain du nationalisme.

Ce qui signifie, derrière le charabia marxisant, que "Jaay Doole Bi" considère que les ouvriers du Sénégal ont plus d'intérêts en commun avec "leurs" bourgeois et "leurs" marabouts qu'avec les ouvriers du Mali, de Mauritanie ...ou de France. Et, soit dit en passant, quel langage "Jaay Doole Bi" tiendra-t-il aux nombreux travailleurs de Dakar qui ne sont pas de nationalité sénégalaise ?

"Jaay Doole Bi" a pour ambition proclamée de "concentrer tous les éléments de mécontentement et de protestation politique". Cela peut aboutir à changer le régime -à supposer que les gens qui animent "Jaay Doole Bi" réussissent-. Cela ne suffit pas pour libérer le prolétariat de l'exploitation.

Pour se libérer de l'exploitation, et même simplement pour se défendre sur le terrain politique, les travailleurs du Sénégal ont besoin d'une conscience claire de leurs intérêts de classe, et d'un parti politique susceptible d'incarner cette conscience. C'est-à-dire d'un parti qui se place dans la perspective de la révolution prolétarienne, qui soit internationaliste, et qui combatte toute forme de subordination des travailleurs aux bourgeois, de quelque nationalité qu'ils soient.

Manifestement, ce n'est pas dans cette optique que se situe "Jaay Doole Bi".

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.